

LES FALSIFICATIONS DE L'HISTOIRE

STALINE ET LA LUTTE POUR LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

Par Grover Furr

DERNIÈRE PARTIE

8. Pendant la guerre

Vers la fin de la deuxième guerre mondiale Staline et ses défenseurs du Politburo ont fait une nouvelle tentative pour soustraire le gouvernement soviétique du contrôle direct du parti Bolchevik. Voici comment Yuri Zhukov décrit cet incident :

« En Janvier 1944 ... pour la première fois pendant la guerre il y eut une convocation commune [du Comité central] et d'une session du Soviet suprême de l'URSS. Molotov et Malenkov ont préparé une ébauche d'un décret du Comité central selon lequel le parti serait légalement séparé du pouvoir. Serait maintenu seulement l'agitation et la propagande ; le Parti conserverait toutes ses prérogatives normales et sa participation au choix des cadres, prérogative également complètement normale. Mais elle interdisait simplement que le parti interfère dans l'économie et dans le fonctionnement des organes de l'état. Staline a lu l'ébauche, a changé six mots, et a écrit "approuvé". Ce qui s'est passé après reste un mystère.... C'était une nouvelle tentative de séparer le Parti et l'État, maintenant seulement les fonctions qu'il a vraiment accomplies pendant la guerre. L'ébauche a cinq signatures :

Molotov, Malenkov, Staline, Khrushchev, Andreev. Il n'y eut aucun enregistrement de cette séance, et nous pouvons seulement deviner le résultat du vote. Hélas, même le tout-puissant Comité d'état pour la défense, avec quatre membres dans le Politburo du Comité central, ne pourrait pas briser le vieil ordre des choses. Ceci confirme une fois de plus que Staline n'a jamais eu le pouvoir que les anti-Staliniens et les Staliniens lui attribuent ». (Zhukov, Kul'tovaia)

Nous ne savons pas comment cette « séparation » du parti d'avec l'État et l'économie aurait dû être effectué. Vraisemblablement, sans doute, une autre méthode pour contrôler les organes de l'état a été envisagée. Est-ce que ceci aurait signifié un retour aux élections comme dans la constitution 1936 ?

Quelque soit la réponse à ces questions, il semble probable que le Comité central, composé en grande partie des premiers secrétaires du parti, ait à nouveau repoussé les plans de Staline pour un changement fondamental du système soviétique. Dans son "discours secret" Khrouchtchev a nié qu'un tel plénum ait eu lieu ! Puisque la plupart des membres du C.C. dans l'assistance savaient que c'était un mensonge, il se peut que le but de ce mensonge ait été de leur faire savoir tacitement que ce mouvement dangereux contre leur puissance « était maintenant formellement enterré. »

9. Après la guerre

Comme nous l'avons vu, Staline a pensé qu'un problème important pour l'URSS et le parti bolchevique était la situation "de double pouvoir". Le parti dirigeait réellement la société, pas le gouvernement. De plus en plus souvent, les fonctionnaires du parti ont exercé un contrôle ou joué un rôle de surveillance plutôt que celui de direction de la production.

Détacher le parti du contrôle direct de l'état servait un certain nombre d'objectifs :

Appliquer la constitution 1936 pour renforcer l'attachement de la population soviétique à l'état soviétique.

Recentrer le fonctionnement des établissements d'état sur les tâches pour lesquelles ils étaient qualifiés.

Empêcher la dégénérescence du parti – dans ses niveaux supérieurs – en une caste de carriéristes parasites et corrompus.

Jusqu'à la guerre le Politburo se réunissait au moins deux fois par semaine. En mai 1941 Staline est devenu le président officiel de l'état soviétique, remplaçant Molotov comme Président du Conseil des Commissaires du peuple ou Sovnarkom, l'organisme exécutif officiel du gouvernement de l'URSS.

Mais pendant la guerre l'URSS n'a été en réalité dirigée ni par cet organisme ni par le parti, mais par le *Comité*

d'état pour la défense composé de Staline et de trois de ses collègues les plus proches. Pendant la guerre le Comité central a tenu seulement un plénum, tandis que non seulement pendant la guerre, mais également après elle, le Politburo s'est rarement réuni. Selon Pyzhikov, « *le Politburo n'a pas fonctionné pour des raisons pratiques* » Zhores Medvedev dissident soviétique croit savoir que le Politburo s'est réuni seulement 6 fois en 1950, 5 fois en 1951, et 4 fois en 1952. En fait, Staline a écarté le Politburo de la direction de l'état (Pyzhikov, 100 ; Medvedev, *Sekretnyi*).

Staline semble avoir négligé son rôle à la tête du Parti. Les plénums du CC sont devenus rares. Aucun congrès du parti ne s'est tenu pendant treize ans entre 1939 et 1952. Après la guerre Staline signait les décisions communes du parti et du gouvernement simplement comme Président du Conseil de Ministres (le nouveau nom du comité des Commissaires du peuple), laissant à l'un des deux autres secrétaires du parti, Zhdanov ou Malenkov signer au nom du parti (Pyzhikov 100)

L'autorité du parti restait importante. Mais peut-être c'était ainsi seulement parce que Staline était secrétaire général inamovible du Parti. Il fut le seul chef allié à rester au pouvoir après la guerre : Roosevelt était mort, et Churchill a été démis en 1945. Il n'y a aucune exagération de dire que, parmi les travailleurs, Staline était la personne la plus célèbre et la plus respectée dans le monde. Le mouvement communiste qu'il dirigeait était l'espoir de centaines de millions de personnes. Le mouvement communiste avait considérablement grandi en raison de la victoire sur le fascisme. Le grand prestige de Staline comme chef d'État conférait de l'autorité à l'appareil du parti (Mukhin, *Ubiystvo* 622 ; Ch. passim 13).

Les activités de Staline suggèrent qu'il essayait toujours de soustraire l'état du contrôle direct du Parti. Cependant, s'il en était ainsi, il a abordé cela avec précaution. Peut être nous pouvons avancer quelques raisons de cette prudence :

- Afficher un manque de confiance dans le parti serait un mauvais exemple aux autres pays du monde où les partis communistes n'avaient pas encore pris le pouvoir.
- Le Comité central et le nomenklatura s'y seraient opposés, comme elle l'a fait avant la guerre.

Par conséquent, ceci devrait être fait en douceur, avec aussi peu de tension que possible. (Mukhin, *Ubiystvo* 611)

10. L'ébauche du programme du parti de 1947

C'est probablement tout ce que nous pouvons savoir aujourd'hui sur les intentions de Staline sur la démocratisation. Alexandre Pyzhikov, un virulent historien anticomuniste et anti-Stalinien, a commenté des extraits d'une ébauche d'un programme de parti de 1947 pour promouvoir davantage de démocratie et d'égalitarisme en URSS. Ce fascinant plan et jusqu'ici tout à fait inconnu, n'a été jamais publié et n'est évidemment pas encore à la disposition d'autres chercheurs.

Voici la section citée in extenso par Pyzhikov :

« Le développement de la démocratie socialiste sur la base de la construction d'une société socialiste sans classes convertira de plus en plus la dictature du prolétariat en dictature des soviétiques. Car chaque membre de la population entière est graduellement entraîné dans la gestion quotidienne des affaires de l'état. La croissance de la conscience communiste de la population et de la culture, et le développement de la démocratie socialiste mènera à la disparition progressive des formes de contrainte dans la dictature du peuple soviétique, et à un remplacement progressif des mesures de contrainte par l'influence de l'opinion publique, à un rétrécissement progressif des fonctions politiques de l'état, à la conversion de l'état, principalement, en un organe de la gestion de la vie économique de la société. »

Pyzhikov récapitule d'autres sections de ce document non publié comme suit :

« En particulier [l'ébauche] concerne le développement de la démocratisation de l'ordre soviétique. Ce plan identifié en tant qu'essentiel le processus universel d'entraîner les travailleurs dans la gestion de l'état, dans la gestion de l'état comme activité quotidienne et sociale sur la base d'un développement régulier du niveau culturel des masses et d'une simplification maximale des fonctions de la gestion d'état. Cette ébauche propose dans la pratique de procéder à l'unification du travail productif avec la participation à la gestion des affaires de l'état, par la transition successive des fonctions [de la gestion d'état] à tous les travailleurs. Elle dissertait également sur l'idée de l'introduction de l'activité législative directe par le peuple, pour lequel ce qui suit était considéré essentiel :

Mettre en application le vote et la prise de décision au suffrage universel sur la majorité des questions les plus importantes de la vie gouvernementale dans les sphères sociales et économiques, aussi bien que dans des questions des conditions de vie et du développement culturel ;

Développer largement l'initiative législative de base, en accordant aux organismes sociaux les droits de soumettre

au soviet suprême des propositions sur de nouvelles lois ;

c) Confirmer le droit des citoyens et des organisations sociales à soumettre directement des propositions au Soviet suprême sur les plus importantes questions de politique interne et internationale. »

Le principe de l'élection des dirigeants n'était pas ignoré. Le plan du programme de parti soulevait la question de la réalisation, selon le degré de développement vers le communisme, du choix de tous les membres responsables de l'appareillage d'état par élection, des changements du fonctionnement d'une série d'organes d'état en vue de les convertir de plus en plus en établissements responsables de la comptabilité et de la surveillance de l'économie dans son ensemble. Pour cela le développement du maximum possible d'associations sur la base du volontariat et indépendantes était considéré comme important. L'attention portait sur l'importance de l'opinion publique dans la réalisation de la transformation communiste de la conscience de la population, du développement, sur la base de la démocratie socialiste parmi les larges masses populaires, "du citoyen socialiste", de "l'héroïsme du travail," et des "valeurs de l'armée rouge. » [Les expressions mises entre côtes sont du fait de l'auteur – GF]

Toujours selon Pyzhikov, Zhdanov a rendu compte du travail de la commission de planification au plénum du Comité central de février 1947. Il a proposé de réunir le 19^{ème} congrès du parti à la fin 1947 ou 1948. Il également présenté un plan pour simplifier les convocations des conférences de parti une fois par an, avec "le renouvellement obligatoire" d'au moins un sixième des membres du Comité central. Si ce renouvellement en un "turn over" des membres de C.C. étant appliqué, ceci aurait signifié que les premiers secrétaires et d'autres chefs de parti dans le C.C. auraient été moins inamovibles, permettant à du sang neuf d'irriguer le principal corps du parti, facilitant la critique des chefs du parti (Pyzhikov 96).

Ce plan "hardi" fait écho à plusieurs des idées du « déperissement de l'état » envisagé dans les séminaires de Lénine sur *l'état et la révolution*, qui à son tour développe des idées avancées par Marx et Engels. En proposant la participation directe à toutes les décisions essentielles de l'état aux soviétiques et à leurs organisations populaires, et le "renouvellement" – avec au moins le remplacement – d'au moins 1/6 du Comité central chaque année par une conférence du parti, ce plan de parti envisageait le développement de la démocratie dans l'état et dans le parti lui-même.

Mais ce plan n'a pas été appliqué. Comme avec les propositions précédentes pour la démocratisation de l'état soviétique et du parti, nous ne connaissons pas les détails de la façon dont ceci s'est produit. Il a été rejeté probablement au plénum du Comité central. Le 19^{ème} congrès du parti a été reporté en 1952. Encore une fois, nous ne savons pas pourquoi. La nature de cette ébauche de plan suggère que l'opposition du Comité central - les premiers secrétaires - puisse en avoir été la cause .

11. Le Dix-neuvième Congrès du Parti

Il s'avère que la direction de Staline a fait un dernier effort pour détacher le parti du contrôle direct de l'état au 19^{ème} congrès en 1952 et juste après au plénum du Comité central. En commençant par Khrouchtchev, la nomenclatura du parti a essayé de détruire toute mémoire de ce congrès, et à déplacer immédiatement et supprimer ce qui y a été fait. Sous Brejnev les transcriptions de tous les congrès du parti jusqu'au 18^{ème} ont été publiés. Celles du 19^{ème} congrès n'ont jamais été éditées à ce jour. Staline a prononcé seulement un court discours au congrès qui a été publié. Mais il a fait un discours de 90 minutes au plénum du Comité central qui l'a suivi immédiatement. La transcription de ce plénum et du discours n'ont jamais été édités, excepté des extraits très courts de ce dernier .

Staline a demandé au congrès de changer les statuts du parti et sa structure d'organisation. Parmi ces changements :

- Le nom : "parti communiste (bolchevique) de Toute l'Union" a été officiellement changé en "parti communiste de l'Union Soviétique" s'alignant sur les appellations de la plupart des autres partis communistes dans le monde, rattachant le nom du Parti au pays.
- Un "Présidium" a remplacé le Politburo du Comité central. Ce nom est conforme aux appellations des autres organes représentatifs (les C.C.) – comme, par exemple, le Présidium du Soviet suprême. L'appellation « politique » a été supprimée -- après tout, le parti dans son ensemble était politique, et pas simplement le principal organe.

Sans doute ils préparaient un organisme chargé de diriger seul le parti et pas le parti et l'état. Le Politburo était un corps de représentants d'origine diverse. Il comprenait le Président du Conseil de Ministres (le chef du corps exécutif de l'état – c'est-à-dire, le chef d'État); le Président du Présidium du Soviet suprême (le chef du corps législatif); le secrétaire Général du parti (Staline); un ou deux secrétaires supplémentaires du Parti; et un ou deux ministres de gouvernement. Les décisions du Politburo étaient impératives pour le gouvernement et le Parti.⁴ Par conséquent, par rapport à la position pratiquement suprême du Politburo dans le pays, le rôle du Présidium a été considérablement réduit. Puisque le chef d'État et le président du Soviet suprême n'avaient pas de sièges réservés en son sein, le Présidium devait être le principal organisme du parti communiste seulement.

D'autres changements ont été réalisés : Le poste de secrétaire Général – occupé par Staline – a été supprimé.

Maintenant Staline était seulement un de 10 secrétaires du parti . Tous appartenaient au nouveau Présidium, qui maintenant comportait 25 membres et 11 candidats-membres. C'était beaucoup plus que les 9-11 membres de l'ancien Politburo. Sa plus grande taille lui donnait davantage un caractère délibératif qu'un corps ou de nombreuses décisions exécutives pouvaient couramment et rapidement être prises.

La plupart des membres de ce Présidium semblent avoir été des membres du Parti, fonctionnaires du gouvernement, et non les principaux chefs du parti.

Khrushchev et Malenkov plus tard se sont demandés comment Staline pouvait avoir entendu parler des membres qu'il a présenté pour le premier Présidium, puisqu'ils n'étaient pas les chefs bien connus du parti (c.-à-d. pas les premiers secrétaires). Vraisemblablement, Staline les a nommés en raison de leurs positions dans l'état - par opposition au leadership du parti .

Staline a associée sa démission comme Secrétaire Général du parti, présenté au 19ème congrès, avec sa proposition, au plénum du CC qui a suivi, de démissionner du Comité Central, gardant seulement le poste de chef de l'État (Président du Conseil de Ministres).

Si Staline ne siégeait pas au sein du Comité central, mais était seulement chef d'État, les fonctionnaires de gouvernement ne se sentiraient plus contraints d'en référer au Présidium, le corps le plus élevé du Parti. L'acte de Staline enlèverait l'autorité des fonctionnaires du Parti, dont l'intervention dans l'état était inutile, en termes de production. Sans Staline à la tête du parti, le leadership du parti, le nomenklatura, aurait eu moins de prestige. Les candidats du parti, ne seraient plus appelés à élire - en fait simplement à cautionner - les candidats recommandés par les premiers secrétaires et par le Comité central.

Dans cette perspective la démission de Staline du Comité central aurait pu être un désastre pour la nomenklatura. Celle-ci peut avoir estimé qu'elle était protégée contre la critique impitoyable des communistes de base par l'ombre de Staline." Cela signifiait à l'avenir, que seuls les personnes compétentes et capables auraient pu rester dans la nomenklatura du parti, comme dans l'appareil d'état (Mukhin, Ubiystvo 618-23).

L'absence d'une transcription publiée suggère que des événements se soient produits à ce plénum, et que Staline ait dit des choses dans son discours, que la nomenklatura n'a pas souhaité rendre public. Cela indique également - et il est important de le souligner ceci - que **Staline n'était pas "tout-puissant "**. Par exemple, la sérieuse critique que Staline fait de Molotov et de Mikoyan à ce plénum n'a été éditée que longtemps après sa mort.

Le célèbre écrivain soviétique Konstantin Simonov était présent en tant que membre de C.C. Il a enregistré la réaction choquée et la panique de Malenkov quand Staline a proposé un vote pour qu'il soit libéré du poste de secrétaire du Comité central. (Simonov, 244-5). Confronté à une opposition bruyante, Staline n'a pas insisté

Dès qu'ils purent le faire, la direction du Parti a pris des mesures pour annuler les décisions du 19ème congrès du parti. Lors de sa réunion du 2 mars, alors que Staline était encore vivant, bien que sans connaissance, un Présidium réduit - essentiellement, les vieux membres de Politburo - se sont rencontrés à la datcha de Staline. Là ils ont pris la décision de réduire le Présidium à 10 membres, au lieu de 25. C'était, fondamentalement, le vieux Politburo qui était reformé. Le nombre de secrétaires du Parti a été à nouveau réduit à cinq. Khrouchchev a été nommé "coordinateur" du secrétariat, et puis, cinq mois plus tard, "premier secrétaire." Enfin en 1966 le Présidium a été changé de nouveau en Politburo.

Pendant le reste de l'histoire de l'URSS le parti a continué à régner sur la société soviétique, ses éléments les plus haut placés ont formé une strate corrompue, auto-sélectionnée, et auto-expensive d'élites privilégiés. Sous Gorbachev ce groupe régnant a supprimé l'URSS, s'octroyant la richesse économique et la conduite politique de la nouvelle société capitaliste. En même temps elle a détruit l'épargne, et a volé les prestations sociales de la classe ouvrière et des paysans soviétiques et tout ce que leur travail avait créé, en s'appropriant l'immense richesse publique de l'URSS. Cette même ancienne nomenklatura continue aujourd'hui à diriger l'État post soviétique.

12. Lavrentii Béria

Béria est la figure la plus calomniée de l'histoire soviétique. Par conséquent l'inversion du jugement historique au sujet de la carrière de Béria qui a commencé rapidement après la fin de l'Union Soviétique est bien plus dramatique que la réévaluation du rôle de Staline qui est le sujet principal de cet article.

Les "cent jours" de Béria - exactement 112 jours, de la mort de Staline le 5 mars 1953 à la destitution de Béria le 26 juin - sont le témoin du début d'un grand nombre de réformes spectaculaires. Si la direction soviétique avait permis à ces réformes de se développer entièrement, l'histoire de l'Union Soviétique, du mouvement communiste international, de la guerre froide - en bref, la dernière moitié du 20ème siècle - aurait été nettement différent.

Les initiatives de la réforme de Béria comportaient au moins la liste qui suit, toutes ces mesures méritent et cela est réalisé pour une partie d'entre elles, une étude approfondie même si le gouvernement russe interdit l'accès à la

plupart des sources primaires essentielles sur le sujet même aux chercheurs de confiance :

- La réunification de l'Allemagne en tant qu'état non-socialiste et neutre, une étape qui aurait été extrêmement populaire parmi des Allemands, et une perspective fâcheuse pour les alliés de l'OTAN, y compris les États-Unis.
- La Normalisation des relations avec la Yougoslavie, contre son engagement à rompre son alliance tacite avec l'Ouest et à renouer avec le Kominform.
- Une politique de nationalités qui s'opposait à la "russification" dans les territoires récemment annexés de l'Ukraine occidentale et des états baltes, ainsi que le but de renouer avec, au moins, certains groupes d'émigrés nationalistes. Une réforme de la politique sur les nationalités dans les régions non-Russes comprenant la Géorgie et Biélorussie.
- Des réhabilitations et des compensations pour ceux qui avaient été injustement condamnées par les corps juridiques spéciaux (les troïkas, le NKVD et "les Commissions spéciales") pendant les années 30 et les années 40. Sous Béria ce processus se serait déroulé très différemment de la façon qu'il a été plus tard effectué sous Khrouchtchev, qui a "relancé la carrière" de beaucoup de ceux qui étaient incontestablement coupables.

Certaines autres réformes de Béria ont été en grande partie effectuées, incluant :

- L'amnistie pour un million de détenus pour crimes contre l'état.
- La fin des enquêtes sur le "complot des médecins; la reconnaissance que les accusations avaient été injustes et la punition des fonctionnaires de NKVD impliqués, avec l'exclusion du Comité central de Kruglov, ancien chef du NKVD,.
- Limiter les pouvoirs "de la Commission spéciale" du NKVD pour les condamnation à mort ou pour de longues périodes de prison.
- La lutte non seulement contre le "culte " de Staline mais contre les "cultes" des chefs en général, interdisant l'affichage des portraits des chefs lors des rassemblements. Ceci a été annulé par la direction du parti peu de temps après la destitution de Béria.

13. Les actions de Béria vers la réforme démocratique

Officiellement, Béria a été arrêté par les membres de Politburo plus quelques généraux le 26 juin 1953. Mais les détails de cette arrestation supposée sont sombres, et des versions contradictoires existent.

Quoi qu'il en soit, le plénum du CC de juillet 1953 a été consacré à accuser Béria de divers crimes, Mikoyan déclara :

Quand il [Béria] a fait son exposé sur la place rouge au-dessus de la tombe du camarade Staline, après son discours, je lui ai dit : Dans ton discours il y a un endroit dans lequel tu garantis à chaque citoyen les droits et les libertés prévues dans la constitution. Même dans le discours d'un simple orateur ce n'est pas anodin, et dans le discours d'un ministre de l'intérieur - c'est un programme d'action, tu dois l'accomplir.' Il m'a répondu : 'et je l'accomplirai.' (Béria 308-9 ; Mukhin 178)

Béria a dit quelque chose qui avait alarmé Mikoyan. Apparemment c'était le fait que, à ce moment crucial, dans son discours de la place rouge qui faisait référence à la constitution, Béria n'a fait aucune référence au parti communiste, et parlé seulement du gouvernement soviétique. Béria a parlé en second lieu après Malenkov, un signe public qu'il était maintenant la personne de deuxième rang de l'état soviétique. Il avait dit : Les ouvriers, les paysans de kolkhoz, l'intelligentsia de notre pays peuvent travailler paisiblement et avec confiance, sachant que le gouvernement soviétique le leur garantit fermement sans délais comme le prévoit la constitution de Staline.... Et désormais la politique étrangère du gouvernement soviétique appliquera la politique Léniniste-Staliniène de préservation et de renforcement de la paix... (Béria – discours).

Mukhin suggère la compréhension plausible suivante de ce passage :

Les simples auditeurs ne pouvaient comprendre la portée réelle du discours de Béria , mais pour la nomenklatura du parti c'était un coup de poignard. Béria prévoyait de diriger le pays sans le parti, c'est à dire sans la nomenklatura ; il a promis au peuple la garantie de ses droits, non par le Parti, mais par une certaine constitution ! (Mukhin, 179)

À cet même plénum de juin 1953, Khrouchtchev a dit :

Se rappeler, ce que Rakosi [chef communiste hongrois] a déclaré : Je voudrais savoir ce qui est décidé au Conseil de Ministres et ce qui est décidé au sein du Comité central, quel genre de partage peut-il y avoir...

Béria alors négligemment dit : Quel Comité Central ? Laissons le Conseil de Ministres décider, et laissons le Comité central se concerner sur les cadres et la propagande. (Béria 91)

Plus tard à ce même plénum Lazar Kaganovich a développé le point de vue de Khrushchev :

« Le parti pour nous est la chose la plus importante. Personne n'est autorisé à parler comme cette canaille [Béria]: le Comité Central s'occupe des cadres et de la propagande, pas de la direction politique, pas de la conduite de toute la vie comme nous, Bolcheviks, le comprenons. » (Béria 138)

Ces hommes semblent avoir cru que Béria prévoyait de supprimer la prérogative du parti à diriger directement le pays. C'est une position très semblable à celle pour laquelle Staline et ses partisans avaient lutté pendant les discussions constitutionnelles de 1935-37. On peut le voir encore dans l'ébauche de programme du parti de 1947 et dans la restructuration par Staline du parti bolchevique au 19^{ème} congrès de parti et au plénum du Comité central seulement quelques mois auparavant.

Le fils de Béria, Sergo, affirme que son père et Staline s'étaient entendus sur la nécessité de détacher le Parti de la gestion directe de la société soviétique.

« Les relations de mon père avec les organes du parti étaient compliquées.... IL n'a jamais caché ses positions sur l'appareil du parti. Par exemple, il a dit directement à Khrouchtchev et Malenkov que l'appareil du parti corrompt les personnes. Il était tout à fait nécessaire au début, quand l'état soviétique venait tout juste d'être créé. Mais, mon père leur a demandé, qui a besoin de ces contrôles aujourd'hui ? »

Il a eu des entretiens avec la même franchise avec des directeurs de l'industrie et des usines qui, naturellement, ne se sont pas inquiétés du « ne rien changer » du Comité central.

Mon père était franc avec Staline aussi. Joseph Vissarionovich a convenu que l'appareil du Parti s'était détaché lui-même de la responsabilité des sujets concrets et ne fait que discuter. Je sais qu'une année avant sa mort, quand Staline a présenté la nouvelle organisation du Présidium du Comité central, il a fait un discours dont le point principal était qu'il était nécessaire de trouver de nouvelles formes pour diriger le pays, que les vieilles manières n'étaient pas les meilleures. Une discussion sérieuse a eu lieu à ce moment-là au sujet de l'activité du Parti. » (Sergo Béria : Mon père Lavrentii Béria)

La réforme prévue de Béria du rapport de État-Parti aurait probablement été très populaire dans les rangs communistes, sans parler de la majorité de citoyens de Soviétique sans parti. Mais pour la nomenklatura c'était une menace.

Mukhin l'explique de cette façon :

« Béria n'a pas hésité à développer ouvertement l'idée que le pays doit être dirigé, au sommet et dans les localités, par les Soviét, comme la constitution le prévoit, et la parti doit être un organe idéologique qui, par la propagande, garantirait par son action que les députés des Soviét à tous les niveaux seraient des communistes. Béria a proposé de redonner à la constitution son plein sens, avec son slogan "tout le pouvoir aux Soviét!" Tant que Béria fonctionnait exclusivement dans la sphère des idées, cela était désagréable pour le nomenklatura, mais à peine effrayant. Comme elle avait le pouvoir de choisir les délégués au Soviet suprême elle les instruirait de telle manière que les idées de Béria ne puissent pas pu être mises en oeuvre. Mais, si Béria ne permettait pas aux secrétaires et au Comité central de contrôler les élections et les sessions du Soviet suprême, quel genre de décision les députés pourraient-ils prendre ? » (Ubiystvo 363-4)

En prenant ces positions, logiquement Béria s'est sérieusement aliéné la majeure partie de la nomenklatura du parti. (Ubiystvo 380) Khrouchtchev a représenté les intérêts de la nomenklatura, ou pour le moins, d'une grande partie. Et Khrouchtchev avait un concept tout différent de la "démocratie." Le célèbre réalisateur Mikhail Romm a enregistré les paroles de Khrouchtchev lors d'une réunion avec des intellectuels :

« Naturellement nous tous ici vous ont écouté, parlé avec vous. Mais qui décidera ? Dans notre pays le peuple doit décider. Et le peuple qui est ce ? C'est le parti. Et qui est le parti ? C'est nous. Nous sommes le parti. Cela signifie que nous déciderons. Je déciderai. Vous comprenez ? » (Alikhanov)

Comme Mukhin le dit : *« le parti, comme organisation de millions de communistes, était loin. Le groupe de personnes à son sommet est devenu le parti. » (Mukhin, Ubiystvo 494)*

14. Les décès de Staline et de Béria... et d'autres ?

En plus des circonstances mystérieuses de la mort de Béria il semble évident qu'on a laissé mourir Staline sur le plancher du bureau dans sa datcha après une crise, et peut-être, même l'a t-on empoisonné. Nous n'avons pas le temps ou l'espace pour examiner cette question ici.

Cependant, pour notre propos ce n'est pas nécessaire. Cette version largement répandue parmi des Russes de tous camps politiques prouve que beaucoup de Russes croient que les décès de Staline et de Béria étaient commodes pour le nomenklatura. Le fait que Béria, comme Staline, a prôné une perestroïka communiste – une

"restructuration," politique, non économique, du pouvoir, au lieu de la super exploitation capitaliste et de la tonte du pays qui a eu lieu sous le nom de perestroïka jusqu'à la fin des années 1980 est tout à fait indépendant qu'ils aient ou non été assassinés.

Le résultat immédiat des échecs de Staline et de Béria pour la démocratisation devait laisser l'URSS sous la direction du parti. La démocratie ouvrière n'a pu s'installer en URSS. Les chefs supérieurs du parti ont continué à monopoliser toutes les positions importantes, y compris dans l'état et l'économie, et se sont développés en strate entièrement parasite et exploiteuses ayant des fortes similitudes à leur alter ego des pays capitalistes.

Pratiquement cette couche est toujours au pouvoir aujourd'hui. Gorbatchev, Yeltsine, Poutine, et le reste des chefs de la Russie et des anciens états soviétiques sont d'anciens dirigeants du parti. Ils ont dominé les citoyens de l'Union Soviétique en fonctionnaires super-privilégiés. Puis, sous la conduite de Gorbatchev, ils ont organisé la privatisation de tous les moyens de production collectifs qui appartenait à la classe ouvrière de l'URSS, appauvrissant non seulement les ouvriers, mais aussi une grande partie des classes moyennes dans le processus. Ce fut la plus grande expropriation de l'histoire du monde. le nomenklatura du parti a détruit l'Union Soviétique (Bivens Et Bernstein ; O'Meara ; Williamson)

Pour dissimuler leurs responsabilités dans les exécutions massives des années 30, leur opposition aux tentatives de démocratisation de Staline, leurs refus de mettre en application les réformes de Staline et de Béria- en bref, pour dissimuler leur refus de démocratiser l'Union soviétique -Khrouchtchev et les chefs supérieurs du parti ont chargé Staline de tout, mentant au sujet de l'existence de conspirations sérieuses en URSS dans les années 30, et dissimulant leurs propres rôles dans les exécutions de masse qui s'en suivirent.

Le discours "secret" de Khrouchtchev de 1956 fut le plus grand coup porté au mouvement communiste mondial dans l'histoire. Il a encouragé partout les anticommunistes, qui ont déclaré que pour une fois voilà un chef communiste qu'on pouvait croire. Les Documents révélés depuis la fin de l'URSS indiquent clairement que pratiquement chaque accusation de Khrouchtchev contre Staline dans ce discours était un mensonge. Cette étude, en fait, nous contraint de rechercher les vraies raisons qui ont poussé Khrouchtchev à attaquer Staline de cette manière. Les chercheurs russes ont déjà prouvé que les charges contre Béria citées par Khrouchtchev et ses acolytes de la direction soviétique sont ou fausses, ou manquent complètement de crédibilité. Béria a été juridiquement assassiné pour les raisons que ses meurtriers n'ont jamais indiquées. L'ensemble de ce « corps des mensonges » entourant les deux événements nous contraint à nous demander : Que s'est-il vraiment passé? L'essai actuel suggère une réponse.

15. Conclusions et future recherche

Étant donné que Staline a explicitement éliminé la mise en concurrence de partis politiques dans son plan pour des élections plurielles, il est normal de se demander : Comment le résultat pouvait il être "démocratique" si Staline s'était avancé sur cette voie ? Les réponses aux questions au sujet de la démocratie doivent commencer par une autre question: "qu'entend-t-on par 'démocratie'?"

Dans le monde capitaliste elle signifie un système où les partis politiques sont en concurrence dans les élections, mais dans tous ces partis politiques sont dirigés par une élite, extrêmement riche, et fortement autoritaire sur les gens et les groupes. La "démocratie" ne signifie pas que le capitalisme lui-même pourrait être par le vote dépossédé de son pouvoir. Cette "démocratie" est une forme et une technique de domination de classe des capitalistes – en bref, un "manque de démocratie."

Les élections plurielles parmi les citoyens et des groupes de citoyen, dans les limites de l'acceptation de la domination de la classe ouvrière, pouvaient-elles avoir lieu en URSS ? Peuvent-elles fonctionner dans une certaine future société socialiste ? Quel est le rôle "de la démocratie représentative," c'est-à-dire, des élections, dans une société qui vise la société sans classes ? Puisque les dispositions de la constitution 1936 n'ont été jamais mises en œuvre en URSS, nous ne pourrions jamais savoir ce qu'auraient été les forces et les faiblesses de cette proposition. Marx et Engels ont fait des déductions importantes au sujet de la nature de la démocratie prolétarienne basée sur leur étude de la pratique de la commune de Paris. C'est une tragédie que nous n'ayons pas eu une expérience similaire pour des élections plurielles dans l'Union soviétique du temps de Staline. Sans aucun doute il y aurait eu des points forts et des faiblesses qui nous auraient beaucoup appris.

Les études motivées par l'anticommunisme politique continueront à vivre dans le vieux et le faux, car le paradigme "anti-Stalinien " de Khrouchtchev/guerre froide n'a pas été encore suffisamment critiqué.

Mais le processus d'interprétation de l'histoire de l'Union soviétique à la lumière de la pléthore de documents soviétiques autrefois secrets a depuis longtemps commencé en Russie. Il se développera bientôt ailleurs. Le but primaire de cet essai est de présenter ce processus à d'autres.

Tout de suite, un point heurtera presque chaque lecteur. Par le "culte de la personnalité," et l'idolâtrie dont Staline faisait l'objet, nous avons été conditionnés à penser Staline comme un "dictateur tout-puissant." Cette caractéristique fondamentalement erronée du paradigme historique de la guerre froide/Khrouchtchevienne, qui éclate

par la recherche historique rapportée ici, a fatalement déformé notre compréhension de l'histoire soviétique. En fait, Staline n'a jamais été "tout-puissant." Il était coincé par les efforts combinés d'autres chefs de parti. Il n'a jamais pu attendre son but pour des réformes constitutionnelles. Ni capable de commander les premiers secrétaires et le NKVD local.

Le "culte" a déguisé ces luttes politiques. Les transcriptions des plénums du Comité central prouvent que, bien que les dirigeants bolcheviques s'étaient parfois opposés à Staline, cela ne s'est produit que très rarement. Les conflits politiques n'ont pas été clairement traités et résolus. Au lieu de cela ils ont été traités sous d'autres formes. Certains de ces conflits furent informels, c'est qu'évidemment le cas avec les premiers secrétaires en juillet 1937. Certains ont été traités par des méthodes de police, les désaccords politiques étant interprétés en tant qu'opposition hostile.

Quel que soit le mécanisme, l'effet du "culte" a été autoritaire et profondément antidémocratique. Staline semble être l'un des rares dirigeants soviétiques à l'avoir compris jusqu'à un certain degré. Durant toute sa vie il a condamné le "culte" de nombreuses fois clairement, bien qu'il n'ait jamais vraiment entrevu son inévitable nocivité.

Les conclusions que nous faisons, presque entièrement sur la base d'autres recherches, suggèrent quelques domaines importants qui restent à explorer.

– Quelle forme peut prendre la "démocratie" dans une société socialiste avec le but d'aller vers une société sans classes ? Est-ce que la mise en œuvre de la constitution 1936 envisagée par Staline aurait travaillé à la fois pour démocratiser l'Union soviétique et pour redonner au Parti bolchevique son rôle original, en tant qu'organisation de véritables révolutionnaires dont le travail principal était de mener le pays vers le communisme ? Ou bien ce modèle comporte-t-il nombre de concepts bourgeois de la démocratie capitaliste qui aurait pu accélérer plutôt qu'empêcher, l'évolution de l'URSS vers le capitalisme ?

– Quel est le rôle approprié d'un parti communiste dans une telle société ? Quelles sont les formes spécifiques de direction politique qui sont compatibles avec la responsabilisation démocratique de la classe ouvrière ? Quelle forme de direction politique (et économique) est en contradiction avec ces buts ?

Une fois que nous avançons l'idée que des élections et un gouvernement "représentatif" sont suffisant pour que l'état exprime les intérêts des ouvriers et des paysans, il s'ensuit que la constitution 1936, même si elle avait été mise en application, n'aurait pas mieux réalisé cette tâche. Ceci pourrait suggérer que la "solution" ne soit pas de rendre l'état plus fort et le parti plus faible – comme semblent le penser Staline et Béria. Les marxistes pensent que l'état est dominé par une classe ou par une autre. Ainsi si une nouvelle classe émerge de la strate supérieure du parti, ou de n'importe quelle autre partie de la société, elle régnera, et changera l'essence de l'état pour rendre sa domination plus efficace. Ceci suggère en fait que la distinction entre parti et état est artificielle et trompeuse, et devrait être éliminée.

– le terme "bureaucratisme /bureaucratie," pose un autre genre de problème et en cache d'autres.

Je propose que les deux questions ci-dessus – démocratie et rôle du parti – nous engagent d'une manière plus fructueuse et plus Matérialiste, à réfléchir au problème du rapport entre la partie organisée et politiquement consciente et la partie moins organisée et moins politiquement consciente, mais économiquement productive de la population d'une société socialiste ou communiste.

– Les bolcheviques généralement et Staline ont fait une grande distinction entre la politique et la qualification technique ou l'éducation. Mais ils n'ont jamais clairement traité la contradiction entre le "rouge" et l'expert," comme cette contradiction a été nommée pendant la révolution culturelle chinoise. L'idée partagée pratiquement par tous les socialistes que la direction politique pourrait être séparé des connaissances techniques et de la production est le reflet, en partie, de la notion erronée que la "technique" – la science – est politiquement neutre, et si elle était utilisée correctement dans la sphère économique les résultats seraient nécessairement politiquement de "gauche" ou "communiste."

Le dilemme de la contradiction état-parti découle de cette conception.

– Que signifie " démocratie à l'intérieur du Parti" dans le contexte d'un parti communiste ? En URSS, nombre des forces d'opposition dont les positions ont été défaites aux conférences et dans les congrès du parti dans les années 20 ont dérivées vers la conspiration, visant finalement l'assassinat des dirigeants du parti, vers les coups d'état, la collaboration avec l'ennemi et l'espionnage pour des puissances capitalistes hostiles. En même temps, les chefs locaux du parti ont développé des habitudes autoritaires, qui les ont coupés des adhérents de base du parti (et bien sûr de la population non-communiste beaucoup plus nombreuse), tout en se s'octroyant des privilèges matériels.

Les avantages matériels des plus hauts responsables du parti doivent avoir joué un rôle important, et même décisif, dans le développement de la strate appelée la nomenklatura. De même, le but évident de Staline d'enlever le contrôle au Parti et de le cantonner à l'agitation et à la propagande" pourrait suggérer une certaine conscience de cette contradiction par Staline lui-même, et peut-être aussi par d'autres. Dans quelle mesure les grands différentiels de salaire étaient-ils essentiels pour stimuler l'industrialisation en URSS ? S'ils étaient essentiels, était-ce une erreur

de permettre l'accès de membres du parti aux privilèges matériels - salaire élevé, meilleur logement, magasins spéciaux, etc. ? Le contexte politique dans lequel ces décisions ont été prises, vers la fin des années 20 et au début des années 30, doit être exploré plus profondément. Les discussions, actuellement indisponibles, autour du salaire maximum quelque part au début des années 30 doivent être découvertes et étudiées.

Zhukov et Mukhin semblent croire que la tactique qu'ils perçoivent, et qu'ils attribuent à Staline et Béria – celui de couper les dirigeants du parti de la direction de l'État – était en effet la meilleure chance d'empêcher le parti de dégénérer. Comme je le suggère plus haut, peut-être la vraie cause de leur dégénérescence est la défense de leurs propres privilèges, plutôt que la contradiction "rouge contre expert".

Naturellement, les incitations matérielles avaient été jugées nécessaires, pour recruter les intellectuels bourgeois compétents mais anticommunistes et anti-prolétarien pour aider à la construction de la base industrielle de l'URSS. Partant de là on peut argumenter qu'un salaire plus élevé était nécessaire pour encourager les personnes techniquement habiles (ouvriers habiles y compris) à rejoindre le parti bolchevique ou pour travailler dur dans des conditions de travail défavorables souvent mettant en danger leur santé et au risque d'y sacrifier sa vie de famille. En cela l'utilisation de la panoplie des inégalités capitaliste était justifiée.

Peut-être Staline et Béria ont cru que cantonner le Parti à une fonction "purement politique" pourrait empêcher sa dégénérescence. Comme ce plan - s'il était d'eux - n'a été jamais mis en œuvre, nous ne pouvons pas vraiment le savoir. Mais je suspecte que la question "des incitations matérielles," c'est-à-dire des inégalités économiques, en soit la cause fondamentale. Dans les conversations avec Felix Chuev, Molotov âgé, réfléchi au sujet de la nécessité d'avoir encore et toujours plus « d'égalité » et s'inquiète du futur du socialisme en URSS alors qu'il voit croître les inégalités. Molotov ne fait pas remonter ce développement des inégalités à l'époque de Staline ou de Lénine. En fait Molotov, comme Staline, ne pouvait envisager le legs de Lénine en critique. Cependant la nécessité de préserver et augmenter des inégalités afin de stimuler la production doit remonter au moins à Lénine, si non au Marx de la critique du programme de Gotha.

Ces questions reflètent et exposent inévitablement ses propres soucis politiques, et je ne fait exception. Je crois que l'histoire du parti bolchevique pendant les années Staline - une histoire assombrie jusqu'à aujourd'hui par des mensonges anticommunistes - a beaucoup à apprendre aux futures générations. Les militants politiques qui examinent le passé pour guider leur activité, et les chercheurs politiquement conscients qui veulent apporter leur contribution à l'édification d'un monde meilleur peuvent le faire par l'étude des luttes du passé et peuvent apprendre beaucoup des legs laissés par l'Union soviétique.

Comme les marins médiévaux dont les cartes étaient plus imaginaires qu'exactes, nous avons été trompés par des histoires canoniques de l'URSS qui sont principalement fausses. Le processus pour découvrir la vraie histoire de la première expérience socialiste du monde vient à peine de commencer. Comme le lecteur de cet essai a pu s'en apercevoir, cela a une immense importance pour notre futur.

16. Bibliographie supplémentaire pour la deuxième partie

Chilachava, Raul. Rasskazyvaet Kiev de Syn Lavrentiia Béria : Inkopress, 1992.

Dobriukha, Nikolai. "otpepli 'otchimy d'Otsy I." Argumenty I Fakty, Juin 18 2003. À http://www.aif.ru/online/air/1182/10_01

Koshliakov, Sergei. "le zadolgo de rasstreliali de Lavrentiia Béria font le prigovora." Vesti Nedeli Juin 29, 2003. À <HTTP://www.vesti7.ru/archive/news?id=2728>.

Prudnikova, Elena. Béria. Prestupleniia, bylo de Ne de kororykh. Rue Petersburg : Neva, 2005.

Prudnikova, Elena. Staline. Vtoroe Ubiystvo. St. Petersburg : Neva, 2003.

Pyzhikov, A. "obshchestva d'obnovleniia de poselvoennogo de perspektivakh de N.A. Voznesenskii o." À <http://www.akdi.ru/id/new/ek5.htm>.

Rubin, Nikolai. Lavrentii Béria. Mif I Rea'nost '. Moscou : Olimp ; Smolensk : Rusich, 1998.

Service, Robert. Staline. Une Biographie. Cambridge, MA : Pression De Belknap, 2004.

Smirtiukhov, Mikhail. Entrevue, Kommersant-Vlast Février 8, 2000. À <http://www.nns.ru/interv/arch/2000/02/08/int977.html>

Sul'ianov, Anatolii. Béria : Arestovat 'v Kremle. Minsk: Kharvest, 2004.

Toptygin, Aleksei. Lavrentii Béria. Moscou: Yauza, Eksmo, 2005.

Fermez la page pour retourner.